

## Note conceptuelle : Série de séminaires sur l'avenir de la profession enseignante en Afrique

### Le professionnalisme des enseignant·e·s et les programmes d'études en période de perturbations : incidence des pandémies et d'autres crises sur les systèmes éducatifs

L'Internationale de l'Éducation (IE), l'Équipe spéciale internationale sur les enseignant·e·s pour l'Éducation 2030, l'Open Society Foundations (OSF) et l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) organisent le troisième séminaire d'une série en trois volets sur *L'avenir de la profession enseignante en Afrique*. S'appuyant sur les leçons tirées et les résultats des deux séminaires précédents et à la lumière des perturbations actuelles qui touchent l'enseignement et l'apprentissage à travers le monde, le séminaire de 2020 prend pour thème *Le professionnalisme des enseignant·e·s et les programmes d'études en période de perturbations : incidence des pandémies et d'autres crises sur les systèmes éducatifs*. Ce séminaire a vocation à contribuer à la réalisation des objectifs de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA), en particulier dans le domaine du perfectionnement professionnel des enseignant·e·s, et à appuyer les travaux du Pôle de développement des enseignant·e·s CESA. Le séminaire entend également soutenir les travaux de l'Équipe spéciale internationale sur les enseignant·e·s pour l'Éducation 2030.

En raison des perturbations liées à la pandémie de COVID-19, le séminaire de cette année a été réorganisé en une série de discussions en ligne plus courtes de près de 90 minutes chacune au cours des mois de septembre et octobre 2020. Ces discussions en ligne sont programmées les 15, 22 et 29 septembre ainsi que le 6 octobre. La dernière discussion qui viendra clôturer cette série d'échanges, le 6 octobre, aura lieu au cours de la semaine encadrant la Journée mondiale des enseignant·e·s 2020. Cette série de discussions en ligne se concentrera sur les programmes d'études, l'évaluation, l'apprentissage mixte, l'autonomie professionnelle des enseignant·e·s et le soutien psychosocial – le tout dans le contexte des chocs et des perturbations subies par les systèmes éducatifs à travers toute l'Afrique.

Les objectifs du séminaire sont les suivants :

1. Partage et échange d'approches collaboratives par les gouvernements et les syndicats d'enseignant·e·s afin de renforcer l'autonomie professionnelle et la réactivité en période de perturbations et d'incertitude.
1. Partage d'exemples, de réponses ou de modes d'adaptation en cas de perturbation du programme d'études ; du processus d'évaluation ; du perfectionnement professionnel des enseignant·e·s ; des modes de prestation ; ou du soutien psychosocial au profit des enseignant·e·s, des apprenant·e·s, directeur·s de l'école, et responsable·s de l'éducation afin d'assurer une éducation équitable et de qualité.
2. Rédaction d'un manifeste en 5 à 10 points, fondé sur des données probantes et approuvé par les ministres de l'Éducation des pays participants, définissant les priorités absolues en matière d'éducation en Afrique en période de perturbations et d'incertitude

## Contexte :

La pandémie de COVID-19 a profondément perturbé l'éducation à travers le monde, y compris sur le continent africain, la plupart des pays ayant fermé les écoles et instauré divers changements en matière éducative. Rien ni personne n'a été épargné par cette pandémie, qui a fait apparaître au grand jour les lignes de fracture des inégalités mondiales, exacerbant les inégalités de race, de genre, de classe, de handicap et de géographie, pour n'en nommer que quelques-unes. En provoquant l'effondrement de leur écosystème fragile, elle ajoute aux difficultés et aux souffrances déjà endurées par les populations pauvres. Cette pandémie accentue les crises et la fragilité existantes, notamment les conflits, la dégradation de l'environnement, la rareté de la ressource en eau et les « guerres de l'eau », les systèmes de santé pauvres et inégaux et l'insécurité alimentaire – qui sont autant de facteurs contribuant aux migrations et à l'augmentation du nombre de réfugiés. Cette situation porte atteinte à l'apprentissage équitable et de qualité et fait obstacle à l'apprentissage dans les pays d'Afrique subsaharienne. En outre, la pandémie risque d'entraver la concrétisation de l'ODD relatif à l'éducation dans le monde ainsi que la réalisation de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique.

La crise ainsi provoquée par la pandémie de COVID-19 offre l'occasion d'examiner comment les systèmes éducatifs peuvent réagir de manière plus réfléchie et plus délibérée à ces types de perturbations systémiques en s'interrogeant sur la finalité et les valeurs de l'éducation, de sorte que tou-te-s les apprenant-e-s, en particulier les pauvres, aient accès à une éducation de qualité et équitable dans des contextes d'incertitude et de perturbations. Comment les pays réagissent-ils lorsque l'éducation est interrompue et que l'apprentissage en face à face n'est pas possible ? Compte tenu des difficultés liées à l'infrastructure technologique et des problèmes de connexion large bande, comment un apprentissage équitable et de qualité peut-il se poursuivre efficacement ? Quelles sont les implications en termes de professionnalisme des enseignant-e-s et de prise de décisions ? Comment le gouvernement et les syndicats d'enseignant-e-s pourraient-ils travailler ensemble afin de garantir la poursuite de l'apprentissage des élèves en période de perturbations ? Et comment pourrions-nous utiliser ces périodes de perturbations pour adapter les programmes d'enseignement et ainsi favoriser le plein épanouissement de la personnalité humaine, ainsi que le prévoit l'Article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ?

L'autonomie professionnelle est l'une des principales préoccupations de cette série de séminaires, depuis nos travaux sur les normes professionnelles lors du séminaire de 2018 à Soweto jusqu'à l'accent mis sur le programme d'études lors du séminaire de 2019 à Cape Coast. Dans la situation actuelle, comment donne-t-on aux enseignant-e-s les moyens de prendre des décisions et de communiquer avec leurs pairs, leurs dirigeant-e-s scolaires et leurs apprenant-e-s ? Dans les systèmes dotés d'une infrastructure technologique adéquate et opérant selon des approches intégrées d'apprentissage mixte, la transition vers et depuis l'apprentissage en ligne a été relativement limpide. Mais qu'advient-il lorsque l'interruption est plus brutale, aiguë et soutenue et comment les relations éducatives sont-elles maintenues et gérées au cours de ces périodes ?

Au cours de la série de discussions en ligne, nous tâcherons d'impliquer les hauts responsables du ministère de l'Éducation désireux-euses de faire adopter un programme progressiste en faveur de l'éducation dans leur pays. Les ministres de l'Éducation seront invité-e-s à participer à la dernière discussion en ligne et à adopter un manifeste élaboré au cours des précédentes discussions en ligne. Afin de nous préparer en vue des objectifs précédemment énumérés, nous réaliserons des recherches destinées à étayer le programme de changement avec des preuves solides reflétant les défis auxquels se heurtent les pays d'Afrique subsaharienne et les solutions novatrices qu'ils proposent face à la pandémie. Ces recherches incluront des entretiens avec des membres du gouvernement et des

dirigeant·e·s syndicaux·ales des pays participants. Ces entretiens serviront de base à l'élaboration des contributions qui seront apportées aux discussions en ligne.

### **Participant·e·s :**

Nous prévoyons un total d'environ 40 participant·e·s de 8 pays, dont le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Mali, Mozambique, l'Ouganda et l'Afrique du Sud. Les équipes de pays seront composées de haut·e·s-représentant·e·s des syndicats d'enseignant·e·s (Secrétaires généraux·ales/Président·e·s) et de représentant·e·s du gouvernement travaillant avec les ministères de l'Éducation. Ces représentant·e·s gouvernementaux·ales peuvent inclure des secrétaires ou directeur·rice·s permanent·e·s au ministère de l'Éducation, en particulier les personnes responsables des programmes d'études et du professionnalisme des enseignant·e·s, et leurs ministres de l'Éducation seront invité·e·s à participer à la discussion finale. Nous accorderons la priorité aux pays dans lesquels ces responsables cherchent à mettre en place un programme progressiste en matière d'éducation et à identifier des approches susceptibles de les aider à faire avancer ces programmes.

Afin de concentrer nos efforts, nous dresserons une liste sélective de pays ayant participé aux séminaires précédents. L'Union africaine et l'UNESCO participeront également afin d'assurer une meilleure cohérence avec la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA) et d'autres initiatives régionales en faveur de l'éducation et des enseignant·e·s.

### **Approche :**

Cette série de discussions en ligne, à l'instar du dernier séminaire, s'appuieront sur une démarche pédagogique et dialogique inclusive conçue pour tirer parti des connaissances actuelles des participant·e·s et explorer des exemples de bonnes pratiques fondés sur des données probantes. Dans le droit fil de la démarche inclusive ici mise en avant, nous soutiendrons la participation de personnes francophones, lusophones et anglophones grâce à des services d'interprétation. Une plateforme sera ainsi établie, permettant de faire avancer des solutions individuelles et collectives aux problèmes rencontrés

Du temps sera alloué pour des échanges au sein des groupes de pays et des groupes linguistiques. Le séminaire sera conçu en s'appuyant sur les réalités des pays des participant·e·s et nous sélectionnerons les participants sur la base des entretiens qui auront été menés en vue des discussions en ligne.